



DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES ACHATS

Appel d'offres ouvert
DCE n°2024/1560/EdA-DA du 22/11/2024

*Fourniture de consommables et périphériques informatiques,
fournitures de bureau au profit des clients de l'EdA implantés
en Martinique*

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
Applicable à l'ensemble des accords-cadres à bons de commande

- Annexe 1 - Autorités chargées de l'exécution des accords-cadres à bons de commande et clients concernés*
- Annexe 2 - Classification des litiges et autorités chargées de leur traitement*
- Annexe 3 - Coordonnées des interlocuteurs EdA (dans le cadre de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle)*
- Annexe 4 - Tableau trimestriel récapitulatif des chiffres d'affaires et factures*
- Annexe 5 - Modalités de fonctionnement de la carte achat*
- Annexe 6 – Nouveaux produits*
- Annexe 7 – Accès à la base navale*

S O M M A I R E

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	3
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	3
2.1. Parties contractantes et bénéficiaires	3
2.2. Forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande.....	3
2.3. Durée de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.4. Modifications éventuelles de l’accord-cadre à bons de commande.....	4
2.5. Clause de réexamen.....	4
ARTICLE 3 – PIÈCES DE L’ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	4
3.1. Pièces spécifiques à l’accord-cadre à bons de commande.....	4
3.2. Exhaustivité des pièces de l’accord-cadre à bons de commande.....	5
3.3. Modifications éventuelles des référentiels produits ou fournisseur.....	5
ARTICLE 4 – PRIX.....	6
4.1. Forme et nature des prix.....	6
4.2. Ajustement des prix.....	6
4.3. Clause de sauvegarde	7
ARTICLE 5 – MODALITÉS D’EXÉCUTION.....	7
5.1. Autorités chargées de l’exécution de l’accord-cadre à bons de commande	7
5.2. Schéma d’exécution de l’accord-cadre à bons de commande.....	7
5.3. Processus de commande.....	7
5.4. Evolution de la liste des produits	8
5.4.1. <i>Catalogue restreint.</i>	8
5.4.2. <i>Substitution de produits</i>	8
5.4.3. <i>Prix promotionnels</i>	9
5.4.4. <i>Référencement de nouveaux produits</i>	9
5.5. Modifications éventuelles des référentiels produits ou fournisseur.....	9
ARTICLE 6 - MODALITÉS DE LIVRAISON	9
6.1. Conditions générales de livraison	9
6.2. Point particulier relatif aux livraisons de la base navale.....	10
6.3. Processus de livraison	10
6.3.1. <i>Conditionnement</i>	10
6.3.2. <i>Étiquetage des colis</i>	10
6.3.3. <i>Horaires de livraison</i>	10
6.3.4. <i>Bons de livraison</i>	10
6.3.5. <i>Contrôles à la livraison</i>	11
6.3.6. <i>Responsabilité du titulaire</i>	11
ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIÈRES	12
7.1. Choix du mode de règlement	12
7.2. Facturation.....	12
7.3. Modalités de règlement.....	12
7.4. Intérêts moratoires.....	13
7.5. Nantissement	13
7.6. Acomptes et avances	13
7.7. Rémunération de l’EdA au titre de l’intermédiation contractuelle.....	13
7.7.1. <i>Procédure</i>	13
7.7.2. <i>Défaut de déclaration</i>	14
ARTICLE 8 – SANCTIONS – LITIGES – CONSIGNES DE SÉCURITÉ	14

8.1. Sanctions et pénalités	14
8.2. Exécution aux frais et risques	15
8.3. Résiliation	16
8.3.1. Résiliation de plein droit	16
8.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties	16
8.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire.....	16
8.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur	16
8.4. Consignes de sécurité	17
8.5. Confidentialité	17
8.6. Litiges.....	17
ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS	18

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Les accords-cadres à bons de commande ont pour objet la fourniture de consommables d'encre et périphériques informatiques, fournitures de bureau au profit des clients de l'EdA implantés en Martinique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour lequel l'EdA, centrale d'achat, agit en passant des accords-cadres à bons de commande pour le compte d'un autre pouvoir adjudicateur (intermédiation contractuelle).

La fourniture comprend l'approvisionnement, le stockage, le conditionnement et le colisage, le transport, la livraison à (aux) l'adresse(s) indiquée(s) en annexe 1 au présent document, la facturation, la gestion des litiges, le paiement de la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre tous les moyens d'exécution des prestations afin d'assurer un démarrage optimal : recrutements éventuels, achats de matériels, demandes d'habilitation, etc.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

2.1. PARTIES CONTRACTANTES ET BENEFICIAIRES

L'accord-cadre à bons de commande est conclu entre :

↳ D'une part, **l'Economat des Armées (EdA)** en la personne de son directeur général, ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur ».

↳ D'autre part, **la société** dont l'acte d'engagement a été approuvé, ci-après dénommée « le titulaire ».

Les bénéficiaires de l'accord-cadre à bons de commande sont les formations clientes (listées dans l'annexe n° 1 du présent document) qui procèdent aux commandes, réceptions, paiements des factures, traitements des litiges de 1^{er} niveau et 2^{ème} niveau avec le titulaire, et transmettent à l'EdA des informations sur la qualité des prestations du titulaire et les éventuelles anomalies constatées.

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum annuel en valeur.

L'accord-cadre à bons de commande donne lieu à l'émission de commandes notifiées aux titulaires par bons de commande transmis par la formation cliente.

Des quantités estimatives par produit sont indiquées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ; **elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.**

2.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période de 12 mois, cette date constituant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande considéré.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé à **avril 2025**.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible trois (3) fois douze (12) mois.

Cas de non-reconduction :

- **Non-reconduction par le pouvoir adjudicateur** : celui-ci doit en informer le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective restante de l'accord-cadre à bons de commande.
- **Non-reconduction par le titulaire** : celui-ci doit en informer le pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande. Le titulaire reste tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée restante de l'accord-cadre à bons de commande.

2.4. MODIFICATIONS EVENTUELLES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande peut être réexaminé par voie d'acte de modification (anciennement « avenant ») dans les cas suivants :

- la prorogation de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est possible dans la limite d'une durée totale de quatre (4) ans ;
- les modifications prévues aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique ;
- l'intégration d'un nouveau bénéficiaire dans la limite du seuil de 50% du montant estimatif annuel de l'accord-cadre à bons de commande ;
- l'intégration de prestations nouvelles nécessaires liées à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande ;
- toute autre modification non-substantielle nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.5. CLAUSE DE REEXAMEN

En application du code de la commande publique, le présent accord-cadre à bons de commande peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Passation d'un marché complémentaire de fournitures en vertu de l'article R 2122-4 du code de la commande publique ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux.

Cette clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester sa bonne réception, au titulaire de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

ARTICLE 3 – PIÈCES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

3.1. PIECES SPECIFIQUES À L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les pièces énumérées ci-après par ordre de priorité décroissante.

1°) l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;

- 2°) le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 3°) le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- 4°) l'offre du titulaire ;
- 5°) les bons de commande ;

Ces pièces sont établies en un exemplaire original. Elles sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

3.1.1. PIECES GENERALES

Les pièces générales régissant l'accord-cadre à bons de commande sont :

- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes (CCAG/FCS) passés au nom de l'Etat (arrêté du 30 mars 2021 et ses modificatifs), sauf dérogations mentionnées à l'article 9 du présent CCAP ;

3.1.2. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre à bons de commande doit être rédigé en langue française.

3.2. EXHAUSTIVITE DES PIECES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande, constitué des documents contractuels définis à l'article 3.1 du présent CCAP, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Tout changement doit être approuvé expressément par les deux parties avant d'être applicable. Les éventuelles modifications sont faites par écrit.

Les dispositions de l'accord-cadre à bons de commande prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre à bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer à l'accord-cadre à bons de commande. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le(s) catalogue(s) du fournisseur, les documents commerciaux pour les services et fournitures concernés par l'accord-cadre à bons de commande visé.

3.3. MODIFICATIONS EVENTUELLES DES REFERENTIELS PRODUITS OU FOURNISSEUR

Les données communiquées par le fournisseur doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement, etc.) ou concernant le fournisseur doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique, télécopie ou voie postale. En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 15 jours avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Ce délai peut être ramené à 15 jours calendaires en cas d'urgence dûment justifiée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de ces délais entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire (cf. art. 8.1 du présent CCAP).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser les modifications substantielles, voire de résilier le marché en fonction de l'importance des changements proposés par le titulaire.

Après accord des deux parties, le pouvoir adjudicateur intègre dans son catalogue les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

ARTICLE 4 – PRIX

4.1. FORME ET NATURE DES PRIX

Les prix et les taux de remises applicables aux fournitures sont mentionnés dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement et dans le(s) catalogue(s) du titulaire.

Le titulaire certifie que les tarifs publics qu'il transmet ne sont pas supérieurs à ceux qu'il applique à l'ensemble de sa clientèle. Il fournit, à la demande de l'acheteur, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité.

Les prix des produits sont des prix franco de port, c'est-à-dire des prix produits livrés à la formation cliente si la quantité minimale de commande est respectée. Ce montant minimum de commande **est fixé par le titulaire dans l'annexe 1 « Prix et conditions logistiques » de l'acte d'engagement. Dans les cas où ce montant minimum de commande par livraison n'est pas respecté, le titulaire a la faculté d'imputer des frais de port, qu'il a indiqué dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.**

Les prix des produits sont en euro toutes taxes comprises hors TVA, avec au plus deux décimales. Ils sont fixés dans le tableau de présentation des prix, objet de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le bénéfice des aides, tel que le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité des Départements français d'Outre-Mer (POSEIDOM) ou équivalent ;
- la constitution et le maintien d'un stock de sécurité local, basé sur les quantités estimatives indiquées dans l'annexe n°1 de l'acte d'engagement ;
- le conditionnement, l'emballage et les frais divers ;
- la livraison aux formations clientes ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle : 2%.

Les taux des diverses taxes (dont octroi de mer) ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de ces taxes, les prix unitaires subissent une variation identique, que ce soit à la baisse ou à la hausse. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Ces prix sont fermes pendant la durée initiale de l'accord-cadre à bons de commande et ajustables à la date anniversaire ; les prix de référence sont ceux en vigueur aux dates de passation des commandes.

Le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre à bons de commande correspond au mois d'établissement de la date limite de remise des prix soit **février 2025**.

4.2. AJUSTEMENT DES PRIX

L'ajustement des prix se fait à la baisse comme à la hausse.

A chaque date anniversaire, le titulaire peut proposer un ajustement de prix. Le titulaire transmet à cet égard, par e-mail, les nouveaux tarifs publics du catalogue restreint, en indiquant les taux de remises fixés pour la durée de l'accord-cadre à bons de commande qui figurent à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ainsi que les prix remisés. **Un préavis minimum de 45 jours calendaires avant la date anniversaire. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.**

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par l'autre partie préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Les nouveaux prix prennent effet le lendemain de la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

En cas de circonstances exceptionnelles, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur peut proposer des ajustements en cours d'année pour les produits concernés (exemples : évolution de la fiscalité, aléas climatiques, surproduction d'un type de denrée, etc.).

4.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, **dans le cas où l'évolution tarifaire qu'il propose ne s'appuie pas sur des justifications jugées valables par le pouvoir adjudicateur (ex : indices professionnels, etc.)** ou lorsque l'augmentation du prix des matières premières ou des composants tels que l'emballage, l'énergie, le transport indispensables à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande entraînerait un bouleversement de l'économie du marché dû à des fortes fluctuations imprévisibles qui dépasse les possibilités budgétaires du pouvoir adjudicateur.

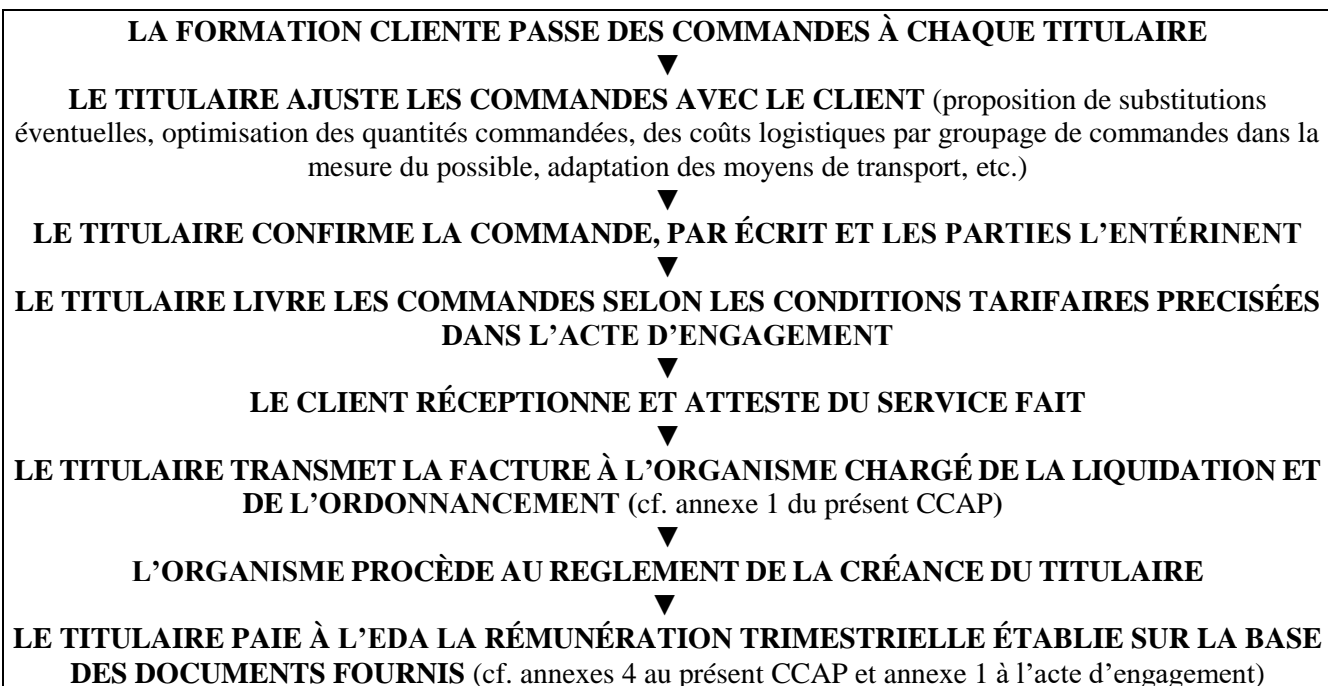
ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

5.1. AUTORITES CHARGÉES DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Tous les renseignements nécessaires concernant les formations clientes figurent en annexe 1 au présent document.

ATTENTION : l'adresse de livraison n'est pas la même que celle indiquée pour la facturation. Le titulaire ne doit donc pas joindre sa facture aux produits livrés.

5.2. SCHEMA D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE



5.3. PROCESSUS DE COMMANDE

Le processus de commande est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et la formation cliente.

Les bons de commande doivent impérativement mentionner :

- les noms et adresse de la formation cliente ;

- le numéro de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- le nom du fournisseur titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (la société) ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'émission de la commande ;
- la(es) date(s) prévue(s) de(s) livraison(s) et la plage horaire de livraison du client ;
- le code article pour chaque produit commandé ;
- la nature des produits ;
- la quantité commandée par produit ;
- le montant unitaire de chaque produit toutes taxes comprises hors TVA ;
- le montant total de la commande toutes taxes comprises hors TVA ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée à passer commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Leur durée d'exécution maximale est d'un mois à compter de leur réception par le titulaire ; elle ne peut être supérieure à un mois après la fin de l'accord-cadre à bons de commande.

5.4. EVOLUTION DE LA LISTE DES PRODUITS

5.4.1. CATALOGUE RESTREINT.

Conformément, d'une part, à la liste des familles de fournitures indiquée dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre à bons de commande et d'autre part, au respect de l'objet dudit contrat, l'EdA définit la gamme des produits concernés par cet accord-cadre à bons de commande en sélectionnant les lignes de gammes, issues du catalogue général du titulaire, entrant dans le périmètre de l'accord-cadre à bons de commande concerné et pouvant être vendus à sa clientèle.

Cette sélection constitue le « catalogue restreint » propre aux clients de l'EdA.

Ce catalogue restreint comporte à minima :

- ✓ un index classant les produits par ordre alphabétique reprenant soit le nom du produit ou un terme approchant couramment usité ;
- ✓ un index classant les produits par thème du catalogue ;
- ✓ la désignation, les caractéristiques techniques et la référence de l'article ;
- ✓ la référence du catalogue du titulaire (marque et page),
- ✓ les tarifs spécifiques clients EdA (UC + prix net hors TVA après application du ou des taux de remise consenti(s) à l'EdA).

5.4.2. SUBSTITUTION DE PRODUITS

Il est rappelé qu'en cas de rupture, le titulaire a l'obligation contractuelle de proposer des produits de substitution afin de pallier cette carence. Un article de substitution est un produit ayant des caractéristiques techniques et qualitatives équivalentes au produit substitué de l'accord-cadre à bons de commande et un même rapport coût/performance.

- **Substitution ponctuelle de produits** : en cas de rupture temporaire de disponibilité des produits, des produits de substitution sont proposés par le titulaire. L'article de substitution est proposé à la réception de la commande ou au plus tard lors de la confirmation de la commande, c'est-à-dire en J+2 (J étant le jour de passation de la commande). Le titulaire doit obtenir l'accord express de la formation cliente pour la commande de substitution. La formation cliente ne doit pas supporter de diminution de qualité ou de surcoût quand les produits substitués sont d'un prix supérieur à ceux commandés.
- **Substitution définitive de produits** : dans le cas d'une rupture définitive de produit, ou d'une rupture à long terme (produit indisponible pendant plusieurs semaines par exemple) le titulaire doit immédiatement demander le référencement du produit de substitution au pouvoir adjudicateur (Economat des Armées), par le biais du document fourni en annexe 6 au présent document.
La procédure est décrite à l'article 5.4.3 du présent document.

En cas de rupture sans proposition de produit de substitution, ou en cas de produits de substitution non-conformes aux besoins exprimés (notamment aux libellés produits), la formation cliente peut établir une fiche de non-conformité ou a la faculté d'imputer des pénalités au titulaire selon les modalités décrites aux articles 8.1.3 et 8.1.4 du présent document. Elle se réserve également le droit de s'approvisionner aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 8.2 du présent CCAP.

5.4.3. PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande a la faculté de proposer au pouvoir adjudicateur des remises exceptionnelles ou prix promotionnels, notamment dans les cas de sur-stockages, de déclassements de produits.

5.4.4. REFERENCEMENT DE NOUVEAUX PRODUITS

Le titulaire ou la formation cliente peut également proposer au pouvoir adjudicateur des nouveaux produits (correspondant à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande dont il a été notifié) dans la limite de 10% du montant maximum annuel de l'accord-cadre à bons de commande concerné.

Le processus de référencement des nouveaux produits qui seront intégrés au catalogue restreint est géré directement entre le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande et le pouvoir adjudicateur (ou son représentant). Le taux de remise appliqué est celui indiqué à l'annexe 4 « remise catalogue » de l'acte d'engagement.

5.5. MODIFICATIONS EVENTUELLES DES REFERENTIELS PRODUITS OU FOURNISSEUR

Les données communiquées par le fournisseur doivent être fiables et cohérentes avec la réalité, afin d'assurer une bonne gestion des approvisionnements.

Toute modification du référentiel produit (caractéristiques, conditionnement, etc.) ou concernant le fournisseur doit être transmise au pouvoir adjudicateur au plus tard 45 jours calendaires avant la date de changement souhaitée, par courrier électronique ou voie postale. En cas d'urgence justifiée, la modification doit être signalée au plus tard 2 semaines avant le changement. Toute modification des fiches techniques et/ou des photos doit également être transmise 45 jours calendaires avant le changement.

Ce délai peut être ramené à 15 jours calendaires en cas d'urgence dûment justifiée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur.

Le non-respect de ces délais entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire (cf. art. 8.1.4 du présent CCAP).

Après accord des deux parties et après retour du document de référencement de nouveaux produits (annexe 6 au CCP) dûment complété, le pouvoir adjudicateur intègre dans son catalogue les nouveaux éléments du référentiel et en informe le titulaire.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE LIVRAISON

6.1. CONDITIONS GENERALES DE LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent, franco de port et d'emballage, aux adresses indiquées à l'annexe 1 au présent CCAP.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande livre les produits aux formations clientes dans les conditions définies ci-après :

- les livraisons sont effectuées selon les montants minimum de commande toutes taxes comprises, hors TVA définis par le titulaire dans l'annexe 1 prix et conditions logistiques de l'acte d'engagement ;
- le titulaire doit impérativement respecter les délais de livraison indiqués dans l'annexe 1.

Accès aux sites sécurisés : les formations clientes étant des sites sensibles, leur accès peut être réglementé. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre afin de se mettre en conformité avec les éventuelles contraintes d'accès et de circulation intérieure du site client.

6.2. POINT PARTICULIER RELATIF AUX LIVRAISONS DE LA BASE NAVALE

L'attention est attirée sur le point suivant : l'entrée de la base navale sous forme d'arche présente une hauteur de 2,80 mètres de hauteur et 2,70 mètres de largeur. Des moyens logistiques adéquats (camion inférieur à 10 tonnes par exemple) sont à prévoir impérativement afin d'effectuer les livraisons de cette formation cliente dans de bonnes conditions et ce durant toute la période d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

6.3. PROCESSUS DE LIVRAISON

Les opérations de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Chaque colis présente une étiquette reprenant le nom du client et la nature des produits, la désignation du produit et toutes mentions obligatoires, conformément à la réglementation en vigueur.

6.3.1. CONDITIONNEMENT

Les produits sont présentés dans un conditionnement conforme aux normes en vigueur et aux usages de la profession. Ils sont livrés dans un emballage de regroupement de type commercial, présentant une résistance mécanique suffisante pour permettre le transport et le stockage des produits sur palettes, ainsi que les manutentions lors de la distribution des produits.

6.3.2. ÉTIQUETAGE DES COLIS

Chaque colis présente une étiquette reprenant les mentions légales obligatoires prévues par le code de la consommation.

6.3.3. HORAIRES DE LIVRAISON

Les jours et heures de livraison sont déterminés, après notification, par accord entre le titulaire et la formation cliente. Deux impératifs doivent être conciliés : d'une part, un approvisionnement régulier de la formation cliente qui doit s'efforcer de massifier ses commandes en tenant compte de ses capacités de stockage et, d'autre part, la nécessité d'organiser des tournées de livraisons cohérentes permettant d'optimiser les coûts de transport. La prise en compte du bilan carbone conduit également à la recherche d'une optimisation des tournées.

6.3.4. BONS DE LIVRAISON

Toute livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison. En l'absence de ce dernier, la livraison est refusée par la formation cliente.

Le bordereau de livraison est établi en deux exemplaires émargés par les deux parties dont un exemplaire est réservé au fournisseur et un exemplaire remis lors de la livraison de la marchandise.

Le bordereau de livraison doit comporter :

- les coordonnées de la société titulaire ;
- les références de l'accord-cadre à bons de commande ;
- les références de la commande ;
- l'identification de la formation cliente destinataire ;
- les codes articles ;
- les quantités livrées par article ;
- les cas échéants : le nombre de colis par palette ;
- les cas échéants : le nombre de palettes ;
- les montants unitaires des produits en euros toutes taxes comprises ;
- le montant total à payer en euros toutes taxes comprises ;

- la date de livraison ;
- la signature des représentants des parties (titulaire et formation cliente).

Un exemplaire du bon de livraison émarginé doit être annexé à la facture pour son paiement.
Le titulaire établit un bon de livraison par commande.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG/FCS, la signature du bon de livraison par le client vaut transfert de propriété des produits.

6.3.5. CONTROLES A LA LIVRAISON

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées lors de l'arrivée des produits sur le lieu de livraison finale.

En fonction des contrôles effectués par la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivant la date de la livraison.

Lors de l'ouverture des colis, et dans les 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison, si le client constate une défectuosité que le contrôle à la réception, qui ne peut pas être approfondi, n'a pas permis de déceler, il a la possibilité de refuser les marchandises concernées. Il adresse un courriel ou une télécopie au titulaire avec copie au représentant de l'EdA en Martinique, (cf. annexe 3) relatant l'incident.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS et en fonction des contrôles effectués sur le quai de réception de la formation cliente, celle-ci se réserve le droit de notifier au titulaire des réserves sur les produits dans un délai de 2 jours ouvrables suivants la date de la livraison.

Les produits facturés, mais constatés manquants lors du contrôle des produits effectué par le destinataire final, font l'objet d'une annotation sur le bon de livraison.

La formation cliente (dont la dénomination est indiquée sur le bon de commande) établit les contrôles suivants en réception :

- identité du titulaire (ou son sous-traitant logistique : à indiquer) ;
- respect du jour de livraison et de l'heure de rendez-vous ;
- conformité des documents de transport et de livraison ;
- conformité de la livraison par rapport à la commande confirmée ;
- comptage des supports par référence (colis, palettes, etc.) ;
- état apparent des colis ;
- contrôle des lots ;
- autres contrôles spécifiques en fonction de l'urgence ou des spécificités des produits (Par exemple : certains consommables d'encrage ne doivent pas être transportés et stockés à une température supérieure à +35°, conformément aux prescriptions de certains fabricants).

En cas de rejet, par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG FCS, le titulaire fait connaître par retour s'il souhaite reprendre la marchandise ou s'il demande à la formation cliente de procéder à sa destruction et doit indiquer dans ce cas les conditions et procédures règlementaires à suivre (notamment pour les produits à fort impact écologique tels que les produits d'encrage). Les frais de reprise ou de destruction de la marchandise sont à la charge du titulaire. La reprise, si elle est choisie par le titulaire, doit être opérée sous 15 jours calendaires à compter de la demande au plus (sous réserve de la possibilité technique de conserver les produits défectueux). Passé ce délai, la formation cliente procédera à la destruction des produits concernés.

6.3.6. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire demeure responsable des produits jusqu'à leur livraison. Toute clause contraire mentionnée sur un bon de livraison, une facture ou tout autre document est réputée non écrite.

Le transfert de propriété entre le fournisseur et la formation cliente est effectif lors de la signature du bon de livraison par les deux parties.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant ses risques d'exploitation. À chaque demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance. Cette attestation doit indiquer le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité. Le défaut de production dans un délai d'un mois à compter de la demande du pouvoir adjudicateur de cette attestation constitue une faute grave.

ARTICLE 7 - MODALITÉS FINANCIÈRES

7.1. CHOIX DU MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement est soit le virement administratif, soit le dispositif de la carte achat.

Le choix du mode de règlement est celui indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement : soit le virement administratif, soit le dispositif de la carte achat.

Le fonctionnement du dispositif de la carte achat fait l'objet de l'annexe 5 au présent document.
Les articles 7.2 à 7.6 ne concernent donc que le virement administratif.

7.2. FACTURATION

Le règlement des commandes est effectué directement par la formation cliente auprès du titulaire.

L'annexe 1 au présent document précise les responsables de la chaîne des engagements, liquidations et paiements des commandes.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures transmises à la formation cliente doivent l'être sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>)

Les factures sont valorisées en euros toutes taxes comprises pour toutes les formations clientes.

Conformément à l'article n°262-II-6° du code général des impôts, les bâtiments de la Marine sont exonérés de la TVA.

Outre les mentions légales, chaque facture doit comporter les indications suivantes :

- les nom et adresse de l'autorité émettrice du bon de commande ;
- l'identité du destinataire final ;
- les numéro et date de notification de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le numéro de l'engagement juridique de l'accord-cadre à bons de commande, le cas échéant ;
- les numéro et date du bon de commande correspondant à cette facture ;
- les nom et adresse du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (dont le numéro SIREN/SIRET) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande, tel qu'il figure à l'acte d'engagement du présent accord-cadre à bons de commande ;
- les date, horaires, nature des prestations et prix unitaire toutes taxes comprises hors TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises (sauf bâtiment de la Marine qui sont exonérés de la TVA) ;
- les date d'émission de la facture, signature et cachet du titulaire.

7.3. MODALITES DE REGLEMENT

Le virement se fait au profit du compte bancaire ou postal du titulaire.

Le paiement de la facture intervient dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture conforme.

7.4. INTERETS MORATOIRES

A défaut de paiement dans les délais fixés à l'article 7.3 à compter de la date de réception de la facture conforme, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

7.5. NANTISSEMENT

Le titulaire a la possibilité de demander au pouvoir adjudicateur (EdA), les pièces nécessaires pour une remise de l'accord-cadre à bons de commande en nantissement. Toute cession de créances est alors directement notifiée au comptable de l'autorité en charge de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande par l'établissement cessionnaire.

7.6. ACOMPTES ET AVANCES

Ni acompte ni avance ne sont versés.

7.7. REMUNERATION DE L'EDA AU TITRE DE L'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

La rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle est de 2% du chiffre d'affaires trimestriel réalisé, toutes taxes comprises hors TVA.

Le chiffre d'affaires est le produit de la fourniture, à la formation cliente de l'EdA, des marchandises définies contractuellement entre l'EdA et l'attributaire, aux prix validés et pratiqués sur la période concernée.

7.7.1. PROCEDURE

Les adresses électroniques des divers interlocuteurs de l'EdA prenant part à la procédure décrite ci-dessous figurent au sein de l'annexe 3 au présent document.

- ***Déclaration de chiffres d'affaires***

Le titulaire doit fournir trimestriellement, dans les 20 jours ouvrés suivant la fin du trimestre concerné, sous forme de fichier de type EXCEL les annexes 4 au présent document avec différentes données à indiquer.

Les données financières sont en euros toutes taxes comprises hors TVA.

Ces documents doivent donner le même total.

Ces données sont adressées au représentant de l'EdA en Martinique et à l'assistant commercial Antilles, aux adresses électroniques mentionnées à l'annexe 3 du présent CCAP.

- ***Émission de la facture***

Après vérification, le représentant de l'EdA aux Antilles transmet les « annexes reporting » à l'attention de la personne chargée de la facturation.

- ***Mode de paiement***

À réception des éléments mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur émet une facture.

Le titulaire règle les factures à l'EdA dans un délai de 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture.

Le paiement intervient par virement bancaire, rappelant les numéros et date de facture ou par chèque à l'ordre de l'Econamat des Armées.

En cas de défaut de paiement et après plusieurs relances, l'EdA se réserve la possibilité d'initier une procédure de recouvrement par voie d'huissier.

En cas de retard, défaut ou reliquat de paiement de la part des clients, le paiement de l'intermédiation contractuelle se fait au prorata des sommes perçues par le titulaire.

- **Contrôle des éléments communiqués**

Le titulaire adresse à l'EdA par courrier recommandé avec AR, une fois par an dans le courant du 1^{er} semestre suivant l'année écoulée, à l'attention de la Direction des Achats, une attestation de son Expert-Comptable ou Commissaire aux Comptes certifiant le chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année N.

- **Intérêts moratoires**

À défaut de paiement dans les 60 jours calendaires suivant la date d'émission de la facture, des intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En outre, le titulaire n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

7.7.2. DEF AUT DE DECLARATION

- **Déclaration erronée**

- En cas de surestimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit un avoir correspondant au trop perçu sur le trimestre précédent.

- En cas de sous-estimation du chiffre d'affaires : l'EdA établit une facture complémentaire majorée d'une pénalité de 10% basée sur la totalité des sommes certifiées sur le trimestre concerné.

- **Défaut de déclaration**

Dans le cas où le titulaire omet de communiquer au pouvoir adjudicateur dans les délais susmentionnés le CA du trimestre écoulé, le titulaire est passible de la pénalité prévue à l'article 8.1.5 du présent document.

ARTICLE 8 – SANCTIONS – LITIGES – CONSIGNES DE SÉCURITÉ

8.1. SANCTIONS ET PENALITES

Les manquements constatés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre sont notifiés au titulaire et peuvent donner lieu à des sanctions listées ci-dessous.

Manquement	Manquement mineur ou premier manquement	Manquement mineur répété Ou manquement majeur	Manquement majeur répété	Manquements listés à l'article 8.1	Défaillance temporaire du titulaire	Défaillance du titulaire sans issue
Sanction	Avertissement	Rappel obligations	Mise en	Pénalités	Frais et	Résiliation

	ment écrit	contractuelles et plan d'actions. Réfaction du prix à hauteur de 2% du CA mensuel HT sur l(es)'article(s) concerné(s)	demeure	forfaitaires ou selon formule de calcul (cf. article 8.1)	risques	(après une mise en demeure)
Type d'acte de notification au titulaire	Courriel	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier	Courrier

Retard de livraison	Une pénalité de 2% par jour de retard s'applique sur le montant TTC des produits en retard et plafonnée à 15%. Cette pénalité peut être déduite de la facture suivante, émise par le titulaire sans mise en demeure préalable et sans préjudice de l'éventuelle résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.
Retard de paiement de la rémunération d'IC	Dans le cas où le titulaire omet de communiquer dans les délais susmentionnés le Chiffre d'Affaires du trimestre écoulé au pouvoir adjudicateur, ce dernier établit sa facture, au vu de la déclaration fournie par la formation cliente, majorée de 1,5 % du Chiffre d'Affaires réalisé sur le trimestre concerné.
Rupture	<p>Cette impossibilité de satisfaire les bons de commande concerne les ruptures sans proposition de substitution acceptée par la formation cliente.</p> <p>En cas de refus par la formation cliente, cette impossibilité de livrer (partielle ou totale) est considérée comme une rupture. Le montant de la pénalité correspond à 15% de la valeur des produits non livrés.</p>
Dispositions communes	<p>Toutes les pénalités sont facturées sans mise en demeure préalable soit par note de débit, soit par demande d'avoir, soit par facturation. Elles sont déduites automatiquement du compte du titulaire nonobstant la clause de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, ces pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Les pénalités peuvent se cumuler dans la limite maximum de 20 % du montant total HT du (des) bon(s) de commande litigieux.</p>

8.2. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations de fournitures prévues par l'accord-cadre à bons de commande, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation (absence totale ou partielle de fournitures, fourniture non conforme, etc.) qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de ruptures prolongées, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre à bons de commande par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre à bons de commande, résultant de l'exécution des prestations de fournitures aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Des frais administratifs sont facturés dans tous les cas au titulaire défaillant soit 10% du montant toutes taxes comprises hors TVA des fournitures concernées par l'exécution des frais et risques avec un minimum de perception de 500 euros HT.

8.3. RESILIATION

8.3.1. Résiliation de plein droit

La résiliation est prononcée de plein droit, lorsque le titulaire de l'accord-cadre se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution. Cette impossibilité peut se justifier dans deux situations :

- la force majeure qui met le titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés ;
- la disparition du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande (décès, faillite ou incapacité civile).

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.2. Résiliation d'un commun accord entre les parties

Les parties peuvent se mettre d'accord pour mettre fin à l'accord-cadre à bons de commande. Dans ce cas, elles établissent par écrit une date à laquelle la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande est effective. En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.3. Résiliation aux torts exclusifs du titulaire

La résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir :

- en cas de non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- dans les cas prévus à l'article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) ;
- dans l'hypothèse de non déclaration des chiffres d'affaires et/ou de non-paiement des commissions facturées par l'EdA et/ou de refus de fournir l'attestation de chiffre d'affaires, non exécutions répétées, défaillances ;
- en cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire lors de l'exécution de la prestation.

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.3.4. Autres cas de résiliation unilatérale par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur dispose toujours du droit de résilier unilatéralement l'accord-cadre à bons de commande pour un motif d'intérêt général dûment justifié auprès du titulaire. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur indique au titulaire la date à laquelle prend effet la résiliation.

En cas de résiliation de l'accord-cadre à bons de commande, les parties sont responsables de la complète exécution de leurs engagements contractuels jusqu'à la date effective de la résiliation. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

8.4. CONSIGNES DE SECURITE

Le personnel du titulaire doit se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de livraison et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de leur part, le titulaire doit répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Les véhicules affectés à la prestation peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site, en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire ;
- à l'intérieur du site, sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part du titulaire ;
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel muni de son véhicule peut être appelé à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des tâches contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fait courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire de l'accord-cadre à bons de commande. Celui-ci ne peut prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

8.5. CONFIDENTIALITE

Toutes informations portées à la connaissance du titulaire et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur et des formations clientes, aux produits et services qu'ils proposent, aux prix qu'ils pratiquent, à leur savoir-faire ou à leurs clients, constituent des informations confidentielles. Réciproquement, le pouvoir adjudicateur et les formations clientes s'engagent à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire et s'engagent à faire respecter la confidentialité des informations portées sur les bons de commande et les factures. Ces informations ne peuvent ni être divulguées ni être utilisées directement auprès d'un quelconque fournisseur.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tout support, notamment informatique, contenant des informations confidentielles soit conservé en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement les supports ou les remettre au pouvoir adjudicateur sur simple demande de ce dernier.

8.6. LITIGES

Dans le cas où les discussions entre le titulaire et les formations clientes concernées ne peuvent pas aboutir à un commun accord concernant une rupture ou un retard, il est possible de se référer à un tiers (ici le pouvoir adjudicateur) afin de concilier les parties par la mise en place de dispositions communes.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 9 – DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/FCS

Article du CCAP	Intitulé de l'article	Article(s) du CCAG
Article 2.1	Parties contractantes et bénéficiaires	Article 3.7.1
Article 2.2	Forme et nature de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7.1
Article 3	Pièces des accords-cadres à bons de commande	Article 4.1
Article 5.2	Schéma d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande	Article 3.7.1
Article 6.3.4	Bons de livraison	Article 31
Article 6.3.5	Contrôles à la livraison	Articles 30.1 et 30.4.3
Article 6.3.6	Responsabilité du titulaire	Article 31
Article 8.1	Sanctions et pénalités	Article 14.1
Article 8.2	Exécution aux frais et risques	Article 45
Article 8.3	Résiliation	Articles 39 à 43